

LE PARLEMENT EUROPEEN A LA RENCONTRE DES DEPUTES DES 27 ETATS MEMBRES

Bruxelles pour corriger Lisbonne

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le nouveau président du Parlement européen (PE) l'Allemand Hans Gert Poettering et son compatriote qui tient le perchoir de la Bundestag sont, depuis hier, en un important conclave à Bruxelles.

Il s'agit, en effet, de la troisième rencontre interparlementaire qui doit plancher sur la stratégie dite de Lisbonne. La réunion de deux jours qui se tient dans la capitale européenne aura à affirmer et adopter des conclusions concernant des axes fondamentaux dans la construction européenne.

L'énergie durable, le marché intérieur, l'innovation ainsi que le capital humain (formation, création d'emplois et aspects sociaux) : autant de thèmes, faut-il le souligner, qui nécessitent de la part des eurodéputés et/ou des députés des Parlements nationaux des efforts réels d'imagination pour atteindre le consensus nécessaire. Il n'est pas, en effet, facile de rapprocher des politiques nationales — donc, forcément égoïstes — autour d'enjeux aussi sensibles que ceux des choix énergétiques, de l'emploi ou de l'innovation. Pour "délivrée" et "dépoiluée" qu'elle en donne l'impression dans

les intitulés de la littérature parlementaire, la stratégie de Lisbonne n'en est pas moins décriée et vouée aux gémonies par plusieurs courants importants des sociétés européennes. Les réticences et oppositions aux décisions formulées et rendues publiques dans la capitale européenne n'ont pas même agrégé des Etats membres. A Lisbonne, il est reproché, essentiellement, une doctrine ultralibérale et poussant les Vingt-Sept vers une homogénéisation cassant tous les acquis sociaux et toutes les politiques de protection sur son passage (systèmes publics de santé, garanties aux travailleurs en cas de licenciement, allocation de chômage, pensions et retraites). L'autre grief fait à la philosophie lisboète a trait, selon ses détracteurs, à l'opacité et au manque de transparence dans lesquels s'était déroulé le conciliabule. Il est vrai que dans le sillage de la désignation du président actuel de la



Le nouveau président du Parlement européen l'Allemand Hans Gert Poettering. Ph. : D. R.

Commission, J. M. Barroso, un changement de cap vers moins d'Etats et plus de libéralisme s'était, visiblement et outrageusement manifesté au grand dam de la tradition plutôt de type social-démocrate ou social-libéral qui prévalait jusqu'alors, ici. Barroso est, en quelque sorte, l'anti-Jacques Delors, l'un des prestigieux prédécesseurs du Portugais à ce poste avancé du commandement européen.

Le "non" français et le "nee" néerlandais au traité constitutionnel ont été, selon mout observateurs, les réponses démocratiques

appropriées à la stratégie de Lisbonne.

En ce sens, la rencontre qui a débuté, hier, à Bruxelles, a, selon toute vraisemblance, pour, entre autres objectifs, de rendre "Lisbonne" plus humaine, moins, outrancièrement, ultralibérale. D'un mot, il s'agira pour les Allemands Poettering et Lammert de rapprocher la stratégie de Lisbonne du mythe et généreux processus de Barcelone. Lequel a été, cela dit, carrément piétiné puis mis aux oubliettes par Barroso et les siens...

A. M.

FRANCE

Le 1^{er} sondage sur la population noire en France objet de polémique

Les statistiques ethniques, qui distinguent la population selon son origine ethnique, sa race ou sa religion, n'ont jamais été réalisées en France, pour la simple raison que d'abord la Constitution française ne reconnaît que des citoyens sans aucune distinction et qu'ensuite, le Cnil, ou Commission nationale de l'informatique et des libertés a rappelé dans un avis datant du 8 juillet 2005 que le droit français autorise la collecte de données sur la nationalité et le lieu de naissance d'un individu et de ses parents, mais qu'il interdit de recueillir des données relatives à l'origine raciale ou ethnique, réelle ou supposée». Contrairement donc à beaucoup d'autres pays, et notamment aux pays anglo-saxons, dans l'Hexagone et jusqu'à la semaine dernière tout le monde s'est conformé et probablement aussi conforté, dans l'application de ces dispositions. Le silence vient d'être rompu par le Conseil représentatif des associations noires ou Cran qui vient de publier les résultats d'une étude qu'il a confiée à TNS Sofres et qui porte sur la population noire de France. Cette étude, dont l'objectif, selon le Cran, est «d'analyser la perception des personnes se disant noires sur les discriminations dont elles peuvent être victimes et de son évolution» prend donc, pour critère, la couleur de la peau. C'est ce qui a fait bondir plus d'un et surtout ceux qui s'étaient déjà élevés contre la création même du Cran, reprochant à ce conseil de favoriser le communautarisme. La discrimination ne touche pas seulement les Noirs, elle atteint de la même façon toutes les minorités et touche les populations les plus défavorisées socialement et culturellement, quelle que soit la couleur de leur peau ou leur origine gauloise ou

autres. Patrick Lozès, président du Cran et qui, en même temps que ce baromètre des discriminations vient de publier «Nous les noirs de France, aux Editions Danger public» considère «qu'au pays des droits de l'homme, certains naissent moins libres et égaux que d'autres et que ces citoyens de seconde zone ont souvent la peau noire. Quant à savoir quelles sont les catégories à retenir pour élaborer des statistiques de la discrimination, le Cran répond clairement que ce sont «les types en usage dans la vie ordinaire, c'est-à-dire les Blancs, les Noirs, les Arabo-Berbères, les Asiatiques et autres... Il n'est pas fortuit que ces premiers statistiques françaises sur les discriminations soient réalisées et publiées en cette période d'intenses débats de campagne électorale. Le Cran veut en effet compter dans ce débat. Il y aurait, selon les résultats du sondage presque 2 millions de Noirs de plus de 18 ans, autrement dit, en âge de voter. 56% de ces personnes se disent victimes de discrimination et parmi elles, 61% ont le sentiment d'avoir vécu au moins une situation de discrimination raciale au cours des douze derniers mois. Près d'un quart des populations noires qui se disent discriminées, citent des attitudes dédaigneuses, méprisantes ou irrespectueuses. 23%, évoquent des insultes ou agressions verbales lors de l'achat ou la location de logement ou encore lors de contrôle de police. Le refus d'embauche lié à la couleur de leur peau est évoqué par 18% des personnes se disant discriminées. Si les personnes interrogées déclarent à 53% qu'elles ont une activité professionnelle, elles mettent cependant, en relief, la surreprésentation (par rapport à la moyenne

De notre bureau de Paris, Khadija Baba-Ahmed

nationale) des ouvriers et une sous-représentation de personnes se déclarant cadres ou occupant une profession libérale. Les Noirs discriminés déclarent faire confiance très fortement (81%) aux associations qui luttent contre les discriminations, alors qu'ils ne sont que 48% à faire confiance aux médias et que 37% à la police et seulement 29% accordent leur confiance aux responsables politiques. Même décrié, le baromètre des discriminations va sûrement amener beaucoup de candidats, même ceux qui n'approuvent pas ce genre de statistiques, à y voir de plus près. Quant aux consignes de vote qui pourraient être données par le Cran, il est difficile d'imaginer qu'elles puissent avoir un effet quelconque, les deux millions de Noirs en France ayant chacun sa propre sensibilité politique, qui elle, se situe au-dessus de toutes les autres considérations.

K. B. A.

UNICEF

Conférence internationale à Paris sur les enfants-soldats

Les enfants-soldats sont au cœur d'une conférence internationale qui s'est ouverte hier pour deux jours à Paris. Sous le slogan "Libérons les enfants de la guerre", cette conférence, organisée par l'Unicef, devrait se pencher sur les actions à mener pour mettre fin à cette "pratique" assimilée à "un crime contre l'humanité".

L'Onu estime à 300 000 le nombre d'enfants soldats actuellement en activité. Ils sont généralement utilisés lors des guerres civiles ou par des groupes paramilitaires.

"La pauvreté, aggravée par la situation de guerre, et l'absence d'éducation poussent certains enfants à s'enrôler dans des forces armées. Aujourd'hui, les enfants sont utilisés comme combattants car ils ne coûtent pas cher et ils participent à une politique de terreur au sein de la population civile. Lors d'un conflit armé, les enfants sont, avec les femmes, des cibles faciles. En les endoctrinant, en instrumentalisant leur naïveté et en les droguant, les enfants peuvent être de redoutables machines de guerre, ne connaissant ni la peur, ni aucune limite dans l'horreur", relèvent des conférenciers. La conférence réunie à Paris aujourd'hui entend "alerter la conscience mondiale" sur le sort de ces enfants qui "enrôlés de force, kidnappés dans les champs ou lors de rafles à la sortie de l'école, engagés volontaires dans l'espoir de gagner quelques sous, sont devenus bien utiles pour les guérillas en tous genres". Ce forum a pour objectif "l'adoption par les Etats présents d'un texte appelé les "Engagements de Paris" qui visent "à envoyer un message fort de soutien à la lutte contre l'utilisation des enfants dans les conflits armés et à promouvoir l'élaboration de nouveaux programmes de libération, de protection et de réinsertion". Quelque 300 participants de 60 pays, dont de nombreuses ONG, participent à cette conférence internationale. Sur le plan du droit international, l'Unicef définit un enfant-soldat comme "une personne de moins de dix-huit ans qui fait partie régulièrement ou occasionnellement de toute force armée ou groupe armé, en quelque qualité que ce soit". Cette définition "comprend les filles recrutées à des fins sexuelles ou pour contracter un mariage forcé" dans les différents conflits armés.

ISRAEL

Un ministre proche d'Olmert favorable à la libération de Marwan Barghout

Le ministre israélien de l'Environnement, Gideon Ezra, s'est déclaré hier favorable à la libération de Marwan Barghout, le leader du Fatah en Cisjordanie emprisonné en Israël pour implication dans des attentats. Il a estimé, dans une déclaration à la radio militaire, qu'une libération de Barghout permettrait de renforcer le mouvement Fatah du président modéré Mahmoud Abbas face au mouvement islamiste radical Hamas, à la tête de l'actuel gouvernement palestinien.

"Si nous voulons diminuer les capacités de Hamas et faire en sorte qu'à terme des éléments civils et non religieux assurent le

contrôle de l'Autorité palestinienne, nous devons apporter notre contribution", a déclaré M. Ezra. M. Ezra, ancien ministre de la Sécurité intérieure, est membre du parti Kadima du Premier ministre Ehud Olmert. Il avait déjà tenu des propos similaires en décembre. M. Barghout a été condamné en juin 2004 à cinq peines de prison à vie par un tribunal israélien qui l'a reconnu coupable d'implication dans quatre attentats meurtriers. Son incarcération n'a pas porté atteinte à son importance sur l'échiquier politique palestinien : en janvier, il a été réélu député au Parlement palestinien.

ESPAGNE

Arrestation d'un Marocain pour ses liens présumés avec Al Qaïda

Une personne de nationalité marocaine a été arrêtée par la police espagnole à Reus, dans la province catalane de Tarragone (est de l'Espagne), pour ses liens présumés avec Al Qaïda et d'autres groupes terroristes en Afrique du Nord, a annoncé hier le ministère de l'Intérieur.

Mbarek El Jaafari, qui faisait

l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par les autorités marocaines, est accusé de faire partie d'une "structure terroriste" aux ordres d'Al Qaïda, dont l'activité consistait à recruter des kamikazes, a-t-on indiqué de même source.

"Cette structure terroriste a participé depuis mai dernier à l'envoi de 32 kamikazes en vue

de commettre des actions terroristes suicides en Irak et la planification d'opérations à l'intérieur du Maroc", a précisé le ministre espagnol de l'Intérieur. Ce réseau est "progressivement démantelé", l'arrestation de El Jaafari faisant suite à des détentions opérées en Allemagne et au Maroc en juillet et décembre 2006, selon la même source.